



TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

The press review

8-14 April 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparence.lu.

Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparence.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.



Frieden lâche (encore) du lest

Frieden lâche (encore) du lest

2013-04-08 08:23:00

Le ministre des Finances a esquissé hier un pas vers un nouvel assouplissement du secret bancaire, provoquant l'exaltation peut-être précipitée de Paris et Berlin.

De notre journaliste

Camille Leroux-Frati

Luc Frieden semble céder sous la pression croissante de ses homologues européens qui militent pour un échange automatique d'informations fiscales. Et ce alors que le Luxembourg a subi une campagne de dénigrement en marge de la crise chypriote. Mais le ministre ne fait que confirmer ce qu'il annonce depuis plusieurs années déjà, et ne promet rien de révolutionnaire.

C'est certain, le ministre des Finances a fait sensation hier en Europe. Ses propos recueillis par le Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung ont en effet été présentés comme l'adieu luxembourgeois au secret bancaire. «Au Luxembourg se cachent des milliards allemands du fisc. Un business formidable pour le petit pays. Mais cela pourrait bientôt se terminer.» Les premières phrases de l'article paru dans le FASZ ne laissent a priori aucun doute sur les intentions du ministre.

«La tendance internationale va vers un échange automatique d'informations bancaires, indique Luc Frieden. Nous n'y sommes plus strictement opposés. Nous voulons une coopération renforcée avec les autorités fiscales étrangères.»

Une déclaration très rapidement applaudie en Europe. «Je salue chaque démarche qui va en direction d'un échange automatique d'informations» bancaires, réagit le ministre allemand de l'Économie, Wolfgang Schäuble, dans une interview au quotidien régional allemand Saarbrücker Zeitung. C'est lui qui, de concert avec son homologue français, Pierre Moscovici, et la Commission européenne, avait accentué la pression sur le Luxembourg et l'Autriche depuis vendredi, demandant la levée du secret bancaire en plein déballage sur les sociétés offshore.

L'Autriche, de son côté, a indiqué que sa «position reste inchangée», a expliqué hier Gregor Schütze, porte-parole de la ministre autrichienne des Finances, Maria Fekter. Luxembourg et Vienne bloquent depuis plusieurs années l'introduction de l'échange automatique d'informations bancaires au niveau européen.

Mais à regarder de plus près les propos de Luc Frieden, force est de constater qu'ils témoignent d'un assouplissement plus que d'une révolution fondamentale du principe du secret bancaire. Le ministre évoque d'ailleurs une «tendance internationale vers un échange automatique», faisant allusion à la législation américaine FATCA destinée à tracer les avoirs des Américains à l'étranger.

Luc Frieden reste flou sur ses intentions

Et Luc Frieden avait déjà indiqué plusieurs fois ces derniers mois que les négociations avec Washington amèneraient forcément le Luxembourg à lâcher du lest en Europe, le Grand-Duché ne pouvant refuser aux Européens ce qu'il offre aux Américains. Le Français Pierre Moscovici a d'ailleurs proposé hier la mise en place d'«un FATCA européen» qui permettrait «un échange d'informations automatique» dans l'émission Le Grand Rendez-Vous Europe 1/Le Parisien/iTélé.

Le ministre luxembourgeois des Finances maintient donc le flou quant à la forme et à la profondeur de la coopération que le Luxembourg est prêt à offrir à ses partenaires européens. Il est fort probable qu'il rejette un système dans lequel Paris, Berlin ou Rome pourraient venir se servir dans ses fichiers bancaires, pour privilégier un cadre plus respectueux de la sphère privée.

En attendant, l'annonce a suscité la colère des JDL, version junior du DP. «Le secret bancaire est un instrument important pour la protection de la sphère privée et l'intimité et doit être maintenu», indique la formation dans un communiqué envoyé hier à la presse, accusant le gouvernement d'avoir cédé à la pression internationale et à celle des médias qui assimilent la place financière du Luxembourg à un paradis fiscal. Cette comparaison n'est pas «tolérable» et «met en cause la cohésion européenne» selon les JDL, qui accusent le Premier ministre, Jean-Claude Juncke, de «rouler pour la propagande électorale allemande».

L'Europe à la traîne

La législation européenne n'est pas encore très précise sur le sujet de la coopération fiscale. Une directive, adoptée fin 2012 et en vigueur depuis le début de l'année, vise à améliorer la coopération administrative dans le domaine fiscal, en renforçant notamment les mécanismes actuels d'échange d'informations (mise en place d'un délai maximum pour les procédures...).

Autre règle : les États membres ne peuvent plus refuser de transmettre des informations au seul motif que ces informations sont détenues par une banque ou un autre établissement financier.

Et ce n'est qu'à partir du 1er janvier 2015 que l'Europe compte imposer un échange automatique d'informations sur cinq catégories de revenu et de capital : revenus professionnels, jetons de présence, produits d'assurance vie non couverts par d'autres directives, pensions, propriété et revenus de biens immobiliers. Un échange automatique rejeté par le Luxembourg et l'Autriche.

BANKGEHEIMNIS

08. April 2013 10:47; Akt: 08.04.2013 11:20

Luxemburg setzt Schweiz unter Druck

Die Datenlecks über Steueroasen zeigen Auswirkungen: Luxemburg ist bereit, sein Bankgeheimnis zu lockern. Damit gerät die Schweiz unter Zugzwang. Luxemburg sei immer ein stiller Verbündeter der Schweiz gewesen.



Der Luxemburger Finanzminister Luc Frieden und seine Schweizer Amtskollegin Eveline Widmer-Schlumpf bei einem Treffen im Dezember. (Bild: Tageblatt-Archiv/Hervé Montaigu)

Bisher haben Luxemburg und Österreich die schärferen EU-Richtlinien zur Zinsbesteuerung blockiert. Wenn Luxemburg nun auf Änderungsvorschläge eintritt, wird auch Österreich nachziehen und kein Veto mehr einlegen. Das dürfte zum automatischen Informationsaustausch in der EU führen.

Für die Schweiz bedeutet dies, dass das Thema Abgeltungssteuer damit als langfristige Lösung gegenüber der EU gestorben ist. Es wird de facto auf einen automatischen Informationsaustausch zwischen der Schweiz und der EU hinauslaufen. Das ist die klare Verhandlungsposition der EU. Auch Steuerparadiese wie Andorra, San Marino, Monaco und Liechtenstein werden ebenso wie die britischen Kanal-Inseln und die Schweiz von dieser veränderten Zinsbesteuerungs-Richtlinie betroffen sein.

Neues Kapitel für Luxemburg

Luxemburg will mit seiner Geschichte als europäische Steueroase abschließen. Unter dem Eindruck der Enthüllungen um die Geschäfte mit Steueroasen sagte Finanzminister Luc Frieden, sein Land baue "nicht auf Kunden, die Steuern sparen wollen."

In einem Interview mit der "Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung" erklärte Frieden, Luxemburg strebe eine verstärkte Zusammenarbeit mit den ausländischen Steuerbehörden an. "Den automatischen Informationsaustausch lehnen wir, anders als früher, nicht mehr strikt ab."

Neuer Druck auf die Schweiz

Ein Paukenschlag in der EU – und er hat Auswirkungen für die Schweiz. Neben Luxemburg ist Österreich das einzige EU-Mitglied, das die Regeln zum automatischen Informationsaustausch mit einem Vetorecht ablehnt. Doch wenn Luxemburg fällt, dürfte auch Österreich kippen.

Das führt zu neuem Druck in der Schweiz, das Bankgeheimnis weiter preis zu geben. Dieser Meinung sind sowohl der Wirtschaftsrechtler Peter V. Kunz als auch der Bankenprofessor Maurice Pedergrana.

Luxemburg, der stille Verbündete

"Luxemburg war immer ein stiller Verbündeter der Schweiz, wenn es ums Bankgeheimnis ging", sagt Kunz. Das werde sich jetzt ändern. "Der Druck auf die Schweiz vonseiten der EU wird erhöht." Für Maurice Pedergrana ist klar: "Das Thema Abgeltungssteuer ist damit als langfristige Lösung gegenüber der EU gestorben."

Dennoch: Die Entscheide in der EU zum Bankgeheimnis führen noch lange nicht automatisch zu einem Entscheid in der Schweiz. "Das hängt von der politischen Entscheidung in der Schweiz ab", sagt Peter V. Kunz. Die Schweiz dürfe das Bankgeheimnis nicht "gratis" der EU opfern. "Im Gegenzug müsste sich die Schweiz den unbeschränkten Marktzugang von Banken und Versicherungen in EU-Ländern sichern."

Großes Opfer für Luxemburg

Auch für Luxemburg ist die angekündigte Lockerung ein großer Schritt: Das Land opfert damit sein bisher überaus erfolgreiches Geschäftsmodell. Der Finanzsektor hat das einst von Schwerindustrie und Landwirtschaft geprägte Land wohlhabend gemacht. Dank des Finanzplatzes ist die Wirtschaftsleistung Luxemburgs mit gut einer halben Million Einwohnern eine der höchsten der Welt.

Luxemburg war bereits durch die Zypern-Krise in die Kritik geraten. Vertreter mehrerer Euro-Staaten hatten das Land indirekt aufgefordert, sein Geschäftsmodell zu überdenken und den überdimensionierten Finanzsektor zu schrumpfen.

Nach Luxemburg, jetzt Österreich

Nach Signalen Luxemburgs zur Lockerung seines Bankgeheimnisses hat sich nun auch Österreich zu Zugeständnissen bereit erklärt.



Luxemburgs Premier Jean-Claude Juncker und Österreichs Kanzler Werner Faymann bei einem früheren Treffen. Bundeskanzler Österreichs, Werner Faymann (SPÖ), sagte der Zeitung "Kurier" (Dienstagsausgabe), im Zusammenhang mit der Verfolgung von Steuerflüchtigen in Europa sei Wien verhandlungsbereit, die Datenübermittlung von Konten zu verbessern. Auch Vize-Kanzler Michael Spindelegger (ÖVP) wolle verhandeln.

In Verhandlungen mit der Europäischen Union werde sich zeigen, "wie wir das machen", sagte Faymann. Allerdings müsse eine Großmutter ihre Daten nicht offenlegen. Das habe nichts mit internationaler Steuerflucht zu tun. In einem weiteren Interview mit der "Kleinen Zeitung" (Dienstagsausgabe) bekräftigte der Sozialdemokrat seine Verhandlungsbereitschaft. "Da steht der Ruf des Landes auf dem Spiel", sagte er.

Zuvor hatte eine Sprecherin von EU-Steuerkommissar Algirdas Semeta in Brüssel erklärt: "Es ist schwierig für Österreich, seine Position beizubehalten, wenn

alle anderen Mitgliedstaaten zu einem automatischen Informationsaustausch bereit sind". Ein EU-Mitgliedstaat dürfe die 26 anderen nicht aufhalten.

Luxemburg und Österreich

Die Debatte wurde durch Enthüllungen über weltweite Steuerhinterziehung und die Lagerung von Guthaben in Steuerparadiesen befeuert. Österreich und Luxemburg sind bisher die beiden einzigen Länder in der Europäischen Union, die sich mit Hinweis auf ihr Bankgeheimnis strikt weigerten, automatisch Angaben über die Guthaben von ausländischen EU-Bürgern in ihrem Land an die anderen Mitgliedstaaten weiterzuleiten. Doch im Großherzogtum Luxemburg findet jetzt offenbar ein Umdenken statt.

Der luxemburgische Finanzminister Luc Frieden zeigte sich am Wochenende zur Lockerung des Bankgeheimnisses in seinem Land bereit. Der internationale Trend gehe klar zu einem automatischen Informationsaustausch. "Den lehnen wir, anders als früher, nicht mehr strikt ab", sagte Frieden. Dabei werden Zinserträge von Ausländern automatisch an die Finanzbehörden des Heimatlandes gemeldet. Bisher schützt sie in Luxemburg eine anonyme Quellensteuer von 35 Prozent der Zinserträge, die zu einem großen Teil etwa nach Deutschland überwiesen wird, ohne den Namen der Kontoinhaber zu nennen.

Lob für Luxemburg

Deutschlands Bundesfinanzminister Wolfgang Schäuble (CDU) begrüßte den Schwenk Luxemburgs. Schäuble hatte im Zuge der Zypern-Krise heftige Kritik an Ländern geäußert, die ihre Wirtschaft auf einen Finanzsektor mit attraktiven Regeln und Zinssätzen ausrichten. Der Minister will den Kampf gegen Steuerhinterziehung zudem rasch auf EU-Ebene diskutieren. Ein Treffen der EU-Finanzminister am Freitag und Samstag in der irischen Hauptstadt Dublin sei dazu eine gute Gelegenheit, sagte sein Sprecher.

(AFP/Tageblatt.lu)



DÉCLARATION DE LUC FRIEDEN

09 avril 2013 07:30; Act: 09.04.2013 08:23

«Le secret bancaire s'est effrité peu à peu»

LUXEMBOURG - L'annonce, par Luc Frieden, d'assouplir le secret bancaire au Grand-Duché a créé la surprise en Europe. Mais cette position ne serait que la suite des décisions prises depuis 10 ans.



Pour Julian Presber, l'annonce faite ce week-end par Luc Frieden n'est que la dernière étape des transformations mises en place depuis 10 ans sur la Place du Grand-Duché. (photo: Editpress)

L'interview du ministre des Finances dans les colonnes du *Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung*, samedi, a suscité de vives réactions dans le monde financier. Et pourtant, ce n'est pas une vraie surprise. L'idée d'introduire l'échange automatique des données bancaires entre les autorités fiscales européennes - qui signifie purement et simplement l'abandon définitif du secret bancaire au Grand-Duché - a vu le jour il y a plus de 10 ans lors du Conseil européen de Feira, au Portugal. «L'annonce de Luc Frieden est une conséquence directe de la voie tracée par la Place

au Luxembourg au cours de la dernière décennie, explique Julian Presber, directeur du Master of Science in Banking and Finances à l'université de Luxembourg, contacté par *L'essentiel Online*. Le gouvernement a, depuis Feira, suivi une ligne assez conséquente quand il s'agissait de se tenir à distances d'affaires avec des soi-disant exilés fiscaux.»

En effet, le Luxembourg avait consenti en juin 2000 au principe d'une «transition graduelle vers l'introduction d'échanges d'informations sur l'imposition des revenus des non-résidents». En clair, une collaboration plus étroite avec les administrations fiscales des autres États-membres de l'Union européenne. Seule condition: que d'autres États dotés d'un secret bancaire comparable mettent également les cartes sur la table. Une décision prise pour protéger la place financière luxembourgeoise, l'un des piliers de l'économie du Grand-Duché, aux prises avec un secteur très concurrentiel. Si un accord avec notamment la Suisse ou l'Autriche se fait toujours désirer, d'autres mesures ont depuis pourtant bien été prises. Retenue à la source des produits financiers et signature de plusieurs conventions de double imposition avec d'autres pays en tête. Des conventions qui comprennent déjà l'échange d'information sur les comptes et revenus bancaires, même s'il n'est pas systématique.

Quel avenir pour l'Autriche et la Suisse?

Le secret bancaire du Grand-Duché n'est donc pas tombé du jour au lendemain, il s'est effrité morceau par morceau. L'introduction de l'échange automatique des données fiscales ne serait donc que la dernière étape de ce processus. «Le timing des déclarations du ministre des Finances peut être vu dans le contexte des événements récents (NDLR: les révélations dites Offshore-Leaks), Le battage médiatique autour des fraudeurs et les entreprises offshore était bien entendu mauvais pour l'image de la Place, note Julian Presber. Mais le contenu de ses déclarations ne me surprend pas du tout.» Presber met aussi en garde contre tout amalgame facile entre fraude fiscale et secret bancaire. Car «faire un lien direct entre la confidentialité des transactions et l'évasion fiscale est injustifiée, assure Julian Presber. Tant qu'il y a des règles qui assurent une taxation correcte, le secret bancaire en soi n'est pas un problème.»

Reste à connaître, désormais, la position de la Suisse et de l'Autriche face à la nouvelle sortie luxembourgeoise. Alors que Vienne a annoncé lundi être prête à des négociations au sein de l'UE, la position helvète semble plus ambiguë. «Il est trop tôt pour se prononcer, car Luc Frieden n'a pas annoncé de cadre précis dans lequel devait se dérouler l'échange automatique de données, assure le spécialiste financier. Si c'est dans le cadre de l'UE, la Suisse ne participera sans doute pas. Mais il est encore trop tôt pour spéculer. Tout dépendra de ce qui sera négocié entre les autorités fiscales des différents pays.»

(Michel Thiel/*L'essentiel Online*)

Une page se tourne

2013-04-11 17:56:00

Jean-Claude Juncker annonce la fin du secret bancaire pour le 1er janvier 2015

Plus que les pressions de l'UE, ce sont les pressions américaines liées au Facta qui auront eu raison de la résistance du pays.

Une simple phrase de Luc Frieden, prononcée dans le journal allemand Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung ce dimanche 7 avril, avait mis le feu aux poudres: «La tendance internationale va vers un échange automatique d'informations bancaires. Nous n'y sommes plus strictement opposés. Nous voulons une coopération renforcée avec les autorités fiscales étrangères.». Beaucoup, en particulier en France, en Allemagne et à Bruxelles – et même au pays –, y avaient vu une rupture: le Luxembourg renonçait enfin à son secret bancaire.

Ce n'était en fait qu'une étape de plus dans une évolution entamée il y a treize ans au Conseil européen de Feira. Celui-là même qui avait fait entrer la Grèce dans l'euro... Depuis, le secret bancaire se défait peu à peu, inéluctablement (voir ci-dessous) et les pouvoirs publics préparent une transition en douceur. En gagnant le plus de temps possible.

Les derniers soubresauts politiques – la crise chypriote et ses attaques biaisées, l'affaire Cahuzac en France et le «Offshore Leaks» n'auront même pas accéléré ce calendrier. Ces crises l'auront tout au plus dramatisé. Car tout était déjà joué. A se demander d'ailleurs si la déclaration de Luc Frieden n'était finalement pas destinée à faire croire que le secret bancaire, mort discrètement le 15 février 2011, était encore bien vivant.

Eh oui, le secret bancaire est déjà mort. La matière de la coopération fiscale est actuellement régie au sein de l'UE par la directive 2011/16/UE du 15 février 2011. Ce texte fixe les modalités d'échange d'informations entre administrations fiscales: sur demande. Modalités transposées ici par une loi, le 27 février dernier.

La directive contient une disposition du type «nation la plus favorisée»: si un Etat membre établit avec un autre Etat une coopération plus étendue que celle prévue par la directive, il ne peut refuser cette coopération étendue aux autres Etats membres.

On peut imaginer la portée de cette disposition une fois le dossier Fatca conclu. Pour rappel, le Fatca est une loi américaine qui impose aux banques du monde entier de fournir automatiquement au fisc américain la situation des avoirs des ressortissants états-unis.

La porte était entrouverte. Jean-Claude Juncker l'a confirmé lors du discours sur l'état de la nation: l'échange automatique d'information se fera bien. Lorsque Luc Frieden répétait que l'on ne pourrait pas refuser longtemps aux Européens ce que l'on accordait aux Américains, son argument n'était pas seulement politique, il était aussi juridique.

La directive prévoit également un échange automatique d'informations à partir du 1er janvier 2014 sur 5 types de revenus: les revenus professionnels, les jetons de présence, les produits d'assurance vie non couverts par d'autres réglementations européennes sur l'échange d'informations, les pensions et les propriétés et revenus de biens immobiliers. Bref, tout ce qui ne nuit pas à l'activité de banque privée. Cette partie n'a pas été encore transposée au Grand-Duché. Cela sera-t-il vraiment nécessaire?

Et demain?

Toute la question est de savoir si le secteur de la banque privée a su profiter de ce délai de grâce pour changer son modèle.

Pour le Premier ministre, «la Place est prête». Une Place qui, de plus, «ne dépend pas du secret bancaire comme on veut nous le faire croire». Cela fait d'ailleurs quelques années que les banquiers empruntent ce qu'ils appellent la route de «l'argent blanc» et incitent leurs clients à se mettre en règle avec leurs autorités fiscales de résidence. Mais pas tous forcément avec la même vigueur... La cible est désormais le client très fortuné – le fameux HNWI (high-net-worth individual) – plus que les petites fortunes du type «dentiste belge» qui sont de plus en plus souvent invitées à prendre la porte. Force est de parier que les futures amnisties fiscales conduiront cette clientèle à revoir sa politique d'investissement.

Pour les autres, la Place dispose d'une boîte à outils performante – boîte qui vient de s'enrichir d'un nouvel instrument: le family office – et d'un savoir-faire reconnu. «Il y aura forcément des ajustements», a reconnu Jean-Claude Juncker. Aux banquiers à les gérer au mieux. Ils n'auront pas été pris au dépourvu. Pour autant, la fin du secret bancaire ne signifiera pas la fin des menaces qui s'exercent sur la Place.

La tendance politique actuelle est à la renationalisation du marché unique des services financiers. Une renationalisation dénoncée par le gouvernement et l'ABBL.

Les critiques qu'a dû subir le Luxembourg suite à la crise bancaire chypriote participent de ce mouvement. Réduire la taille du secteur financier luxembourgeois, c'est permettre à d'autres places – pas forcément vertueuses, on pense à la City – de prospérer.

Idem pour l'affaire dite «Offshore Leaks». L'offensive lancée contre les paradis fiscaux vise finalement moins les individus que les banques qui ont recours à des montages offshore – des montages légaux. Le scénario est connu et a déjà été essayé: il vise à forcer les banques ayant des activités dans un «paradis fiscal» à le quitter. Reste à savoir ce que sont – et accessoirement qui définit – les paradis fiscaux. L'affaire de la liste grise de l'OCDE reste un mauvais souvenir. On pourra d'ailleurs aussi se demander ce qu'est ce journalisme d'investigation qui omet de poser la question de savoir d'où vient la fuite, comme par peur de montrer à qui profite le crime. Rappelons que, jusqu'ici, aucune banque américaine ou chinoise n'a été pointée du doigt...

Marc Fassone

Régional/International



France: Hollande, se voulant "intraitable", annonce ses orientations pour la moralisation de la vie politique

2013-04-10 15:09:00



François Hollande, qui se veut "intraitable" après l'affaire Cahuzac, a dévoilé mercredi les grandes lignes du projet de moralisation de la vie publique, avec la création d'une Haute autorité chargée de contrôler le patrimoine des min

François Hollande, qui se veut "intraitable" après l'affaire Cahuzac, a dévoilé mercredi les grandes lignes du projet de moralisation de la vie publique, avec la création d'une Haute autorité chargée de contrôler le patrimoine des ministres, d'un "parquet financier" et une "mobilisation" contre les paradis fiscaux.

"Totalelement indépendante", la Haute autorité contrôlera les déclarations de patrimoine et d'intérêts des ministres, parlementaires, grands élus et hauts responsables de l'administration, a-t-il annoncé lors d'une conférence de presse au ton exceptionnellement ferme, solennel et même dramatique.

Sept jours après une intervention courte et critiquée, au lendemain des aveux de l'ex-ministre du Budget sur son compte non déclaré à l'étranger, le chef de l'Etat a expliqué qu'il souhaitait s'exprimer à nouveau, après le Conseil des ministres, "pour bien faire comprendre que ces orientations sont celles du gouvernement, celles du président de la République et que je serai intraitable", a-t-il dit. La Haute autorité "étudiera de manière approfondie la situation de chaque ministre avant et après sa nomination", a prévenu M. Hollande, se disant "blessé" et "meurtri" par le scandale qui éclabousse l'exécutif et toute la classe politique depuis une

semaine. "J'ai décidé la création d'un parquet financier, c'est-à-dire d'un procureur spécialisé, avec une compétence nationale, qui pourra agir sur les affaires de corruption et de grandes fraudes fiscales", a poursuivi François Hollande, annonçant la création parallèle d'un office central de lutte contre la fraude et la corruption.

Dernière des trois grandes orientations du chef de l'Etat: la lutte contre les paradis fiscaux qu'il entend ni plus ni moins "éradiquer". A cette fin, "les banques françaises devront rendre publique chaque année la liste de toutes leurs filiales partout dans le monde pays par pays" et "publier la nature de leurs activités", a-t-il précisé. Le détail de toutes ces dispositions sera précisé dans un projet de loi dont le président a confirmé qu'il serait présenté en Conseil des ministres le 24 avril. Il sera ensuite soumis au Parlement pour une adoption prévue "avant l'été", avait dit Matignon lundi. Malmené par l'opposition et en chute libre dans les sondages, l'exécutif entend ainsi mettre un terme à une séquence désastreuse qui risque selon les mots mêmes du chef de l'Etat d'"affaiblir la République". "Je serai implacable parce que j'ai été élu" sur la promesse d'une "République exemplaire", a-t-il souligné, se félicitant de ce que la justice ait fait "son travail librement", tout comme la presse, dans cette affaire. Jérôme Cahuzac a été mis en examen pour blanchiment de fraude fiscale le 2 avril, quatre mois après les premières révélations de Mediapart qu'il n'avait cessé de nier.

Avec la même fermeté, le président Hollande a adressé une fin de non recevoir aux ministres de son gouvernement qui ont souhaité une inflexion dans sa politique de "sérieux budgétaire", Arnaud Montebourg (Redressement productif) ou Benoît Hamon (Economie solidaire). "Aucun ministre ne peut remettre en cause la politique qui est conduite, qui n'est pas l'austérité", a-t-il martelé. "Le sérieux c'est le cap, la croissance c'est l'objectif, l'emploi c'est l'exigence", a-t-il lancé, fermant la porte à un changement de ligne. François Hollande a par ailleurs estimé "injustes" les "attaques" de l'opposition à l'encontre de Pierre Moscovici pour sa gestion de l'affaire Cahuzac, assurant que le ministre de l'Economie avait pris "des décisions immédiates" pour éviter toute interférence de Jérôme Cahuzac avec le fisc qui enquêtait sur son compte. Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, consultera jeudi à Matignon les présidents des deux chambres ainsi que les chefs de file des groupes parlementaires.

Le président a toutefois souligné que les déclarations de patrimoine des ministres seraient publiées dès lundi, celle des élus devant en revanche attendre la loi.

L'allocution télévisée du président, qui a duré une vingtaine de minutes, a été accueillie par des critiques et sarcasmes à droite et à l'extrême droite. "L'opération de diversion continue (...)" Concrètement, il n'y a toujours pas de réponse sur l'instrumentalisation de l'administration fiscale, qui est le sujet aujourd'hui", a réagi Christian Jacob, chef de file des députés UMP. Marine Le Pen, la présidente du FN, a assuré que les mesures annoncées resteraient "des mots en l'air", notamment sur les paradis fiscaux.

EU urges Big Five pushing tax fraud fight to use existing laws

(AFP) The European Commission said Wednesday that the EU's five biggest economies already had the legal tools they need to exchange more information between them in a move to clamp down on secret bank accounts held abroad.

The European Union executive's intervention came as French President Francois Hollande vowed to "eradicate" tax havens, increase checks on officials' finances and crack down on tax cheats as he grappled with a scandal over an ex-minister's secret Swiss bank account.

Inspired by a 2010 US law which moves toward automatic sharing of bank account information, on Tuesday Britain, France, Germany, Italy and Spain said they had agreed to work on setting up a multilateral information exchange facility they hope will serve as a template for a wider system.

Emer Traynor, spokeswoman for EU Tax Commissioner Algirdas Semeta, welcomed the aims of the initiative, but said the EU had already produced instruments that could meet the same objectives and "faster" than the laborious process for agreeing new laws between what will soon be 28 EU member states.

Traynor said an existing directive covering administrative cooperation across internal EU borders and due to become operational in 2015 for five categories of holdings -- although two of those remain blocked -- allows for progress among all EU member states, "rather than at five."

This would be more effective, she said.

She also urged governments to back a long-blocked savings law update.

The Commission is seeking a mandate to negotiate with neighbouring countries, especially the non-EU banking haven of Switzerland.

"But again, we need agreement from member states before we can proceed," she said.

Austria and Luxembourg are the only EU members that do not participate in an automatic exchange of information on EU residents who have bank accounts in their countries. Luxembourg has now announced however that it is prepared to lift the controversial measure.

Austria has only gone as far as to say that it is prepared to discuss it.

FOR MORE NEWS VISIT:



European Union reaches deal on tough oil, gas anti-corruption law

Tue, 9 Apr 2013 18:25 GMT



A billboard is shown on the Rue Belliard in the European district of Brussels 2/12/2011 TRUSTLAW/Maria Sanchez-Marin

By Barbara Lewis

BRUSSELS, April 9 (Reuters) - European Union negotiators on Tuesday reached a deal on a law that will make oil, gas, mining and logging firms declare payments to governments, as part of efforts to end poverty in resource-rich nations by ensuring the wealth is shared out.

It echoes tough legislation passed in the United States last year, which has led to a court challenge brought by industry body the American Petroleum Institute.

Now that the EU text has been decided, it requires endorsement from parliament and member states, which should be a formality.

Ireland, holder of the rotating EU presidency, has said it aims to finalise the dossier, part of a wider law to simplify accountancy requirements, before the end of its presidency in June.

European Commissioner Michel Barnier, who is in charge of regulation, welcomed Tuesday's deal as bringing "a new era of transparency to an industry which is far too often shrouded in secrecy".

A major sticking point in talks, which dragged on over months, was the issue of exemptions. Oil companies said they were necessary to take account of the law in certain regimes in which they operate, but major EU governments, including Britain and France, supported watertight requirements.

The EU law orders firms to report payments at project as well as country level, beginning at a threshold of 100,000 euros (\$130,600), higher than some campaigners had hoped, but far below the million-dollar level resource firms had said was practical.

Oil companies contacted by Reuters did not have any immediate comment, while non-governmental organisations were enthusiastic, although Oxfam said the EU could have been even bolder and included the telecommunications and building sectors.

Bono, co-founder of campaign group ONE said Tuesday's deal was "a game-changing breakthrough".

"Transparency is one of the best vaccines against corruption, and now citizens the world over will know what their country's resources are really worth," he said in an emailed statement.

The EU deal goes further than the U.S. law in that it includes the logging sector and covers large unlisted EU companies, as well as listed firms.

"Revenues from the sector are too often vulnerable to corruption and mismanagement," Joseph Williams of campaign group Publish What You Pay said. "The oil, gas and mining sectors have the potential to bring great wealth to countries if they are managed well."

Together with the U.S. rules, the EU rules will cover 90 percent of the world's major international extractive companies, Transparency International EU said, and urged further efforts at G8 and G20 level to bring in the rest.

Austria slams US, UK "tax havens" as EU turns up heat

Thu, 11 Apr 2013 15:30 GMT

Source: reuters // Reuters



Euro bills are pictured in the safe of an Austrian bank in Vienna April 10, 2013 REUTERS/Heinz-Peter Bader

By Padraic Halpin and John O'Donnell

DUBLIN, April 11 (Reuters) - Austria hit back at critics of its banking secrecy on Thursday by urging Britain and the United States to crack down on money laundering and tax havens in their own backyards, as EU ministers prepared to debate the issue in Dublin.

Isolated in the European Union following Luxembourg's move this week to share foreigners' bank data to foil tax cheats, Austria's finance minister said she could discuss such a change of tack - but insisted it could not be a "one-way street" and accused London and Washington of failing to close international tax loopholes in the likes of Delaware and the Channel Islands.

"Delaware and Nevada are tax havens and money-laundering centres that have to be laid bare just as much," Fekter told Die Presse newspaper and adding that Britain was "the island of the blessed for tax evasion and money-laundering".

Last month's \$13-billion EU and IMF bailout of Cyprus, which raised questions over the way the island's crippled banks had ballooned with money from Russia and elsewhere, has given new prominence to efforts within the EU and between Europe and the United States to make it harder for citizens to shelter savings from tax in secret accounts in other countries.

The Irish hosts said the EU's 27 finance ministers will discuss a pilot project being pursued by the bloc's five largest economies to deepen cooperation on tackling tax evasion during two days of talks in Dublin that start on Friday.

There could be some frank talking as Vienna defends a long tradition of banking secrecy, of a kind the likes of non-EU member Switzerland, and now Luxembourg, have agreed to curtail.

France's budget minister, whose predecessor was forced out last month in a scandal over a secret Swiss bank account, warned Austria on Thursday that it risked being blacklisted for financial transactions if it did not agree to reveal to their governments which foreign EU citizens had accounts in its banks.

"It's not normal that a country like Austria for example doesn't communicate the information it has concerning EU citizens who hold accounts there," Bernard Cazeneuve said.

"If these countries don't cooperate, if there isn't an agreement for an information exchange that allows for total transparency at the heart of the European Union, these countries expose themselves to the risk of appearing on the list of non-cooperating states and territories," he told France-Info radio.

AUSTRIAN DEFENCE

For her part, Fekter said Britain, and notably associated territories like the Channel Islands, should be bound by rules that EU governments now required of Cyprus to prevent people controlling companies and trusts anonymously:

"What we demand of Cyprus, a small island, we also demand of the (United) Kingdom," Fekter, a conservative member of Austria's governing coalition, told Die Presse.

She told Kurier newspaper: "We want a trust registry for the Channel Islands but also for countries where British law applies such as the Cayman Islands, Virgin Islands or Gibraltar ... These are all areas that are havens for those fleeing taxes."

Luxembourg, the only other EU country that had refused to swap personal data on savers in its banks, said on Wednesday it would do so by 2015, heaping pressure on Vienna to follow suit.

Chancellor Werner Faymann, a Social Democrat, said this week that Austria was ready to negotiate with Brussels as long as bank secrecy remained intact for Austrian citizens. But his conservative junior coalition partners have taken a harder line.

The European Commission warned Austria on Monday that its banking secrecy would put it in a "lonely and unsustainable position" if it did not adopt the same rules as other countries in sharing data on foreign depositors.

The United States is also after citizens that stash wealth abroad, and is set to start talks with Austria soon.

EU officials have threatened to sue Austria if it gives the United States information about its citizens' bank accounts here but refused to do the same for other EU members.

Austria now withholds tax on EU citizens' interest income and sends the money anonymously to their home countries. Austrian bankers have played down the potential impact of sharing information on foreign depositors.

CYPRUS RESCUE

Fallout from the Cyprus bailout will top the agenda of the EU finance ministers meeting, with focus also on growing German reluctance over euro zone banking reform.

Unease surrounding the rescue package for Cyprus grew on Wednesday after Reuters and other news organisations obtained documents detailing how the bailout will be financed and how much of the total Cyprus is now expected to contribute.

Cyprus was originally meant to come up with 7 billion euros, and the EU and IMF would provide 10 billion, but the documents show the total package will now cost 23 billion euros, with Cyprus providing 13 billion of that. There is likely to be intense debate over whether the deal was successfully handled.

The Dublin meeting, an informal gathering at which no decisions are expected, will also examine the deepening problems in Slovenia and debate how to press ahead with a fully fledged "banking union" across the euro zone countries and wider EU.

In the long-run, it is the banking union debate that is most critical since it touches on issues such as how to resolve bad banks, how to put in place a single deposit-guarantee scheme and how to establish a single resolution fund.

In June last year, EU leaders agreed that establishing a banking union was an essential next step in breaking the "doom loop" between big, problem banks and indebted sovereign governments, so as to avoid one dragging the other down.

But momentum towards banking union has slackened, especially among some German officials, as the complexities and potential difficulties of the plan have come into clearer focus.

Although no formal decisions will be taken at the meeting, ministers are expected to give their endorsement to extending by seven years the time that Ireland and Portugal get to repay loans they have already received from the bailout funds.

This would be a significant concession to Ireland, helping to seal its return to normal borrowing on markets, as well a boost to Portugal as it struggles to push through spending cuts. (\$1 = 0.7642 euros)

(Additional reporting by Jan Strupczewski in Dublin, Michael Shields in Vienna and Alexandria Sage in Paris; Editing by Alastair Macdonald)

L'ancien président allemand Christian Wulff inculpé pour corruption

Christian Wulff, contraint à la démission en février 2012, a été officiellement inculpé pour corruption, a annoncé vendredi le parquet de Hanovre.



Christian Wulff aurait accepté un cadeau d'un producteur de film.
Photo: AP

(AFP) - M. Wulff, président de l'Allemagne de 2010 à 2012, est soupçonné de s'être fait payer avec son épouse un séjour d'un montant de 500 euros dans un hôtel par un producteur de cinéma, David Groenewold, lui-aussi inculpé, en contrepartie de son soutien à un projet de film, a précisé le parquet.

Si la procédure se déroule comme prévu, ce serait la première fois qu'un ancien chef de l'Etat allemand doit se présenter devant un tribunal.

Au lendemain de la demande d'une levée de son immunité par le parquet de Hanovre, le 16 février 2012, M. Wulff avait annoncé sa démission.

Plus jeune président d'Allemagne, M. Wulff, 53 ans, avait été, à partir de décembre 2011, la cible des critiques des médias et de l'opposition qui l'accusaient notamment d'avoir profité de sa position à la tête de la Basse-Saxe qu'il dirigeait de 2003 à 2010 pour obtenir des avantages financiers divers et multiples, puis d'avoir tenté d'étouffer ces affaires.

Le président de la République fédérale d'Allemagne dont la fonction est essentiellement honorifique mais qui a un statut d'autorité morale dans le pays est à l'heure actuelle l'ancien pasteur est-allemand Joachim Gauck.

L'Europe s'empare de la lutte contre l'évasion fiscale

2013-04-13 09:29:00



Les Européens se sont emparés de la lutte contre l'évasion fiscale, au menu des discussions des ministres des Finances samedi puis de leurs dirigeants au mois de mai, malgré des résistances encore fortes au sein de l'UE.

L'image n'est pas fréquente: à l'issue d'une première journée de réunion des ministres des Finances de l'UE à Dublin, six d'entre eux, ceux des principaux pays de l'UE, se sont retrouvés pour une conférence de presse commune pour affirmer leur détermination à s'attaquer au secret bancaire en Europe. Le sujet devrait occuper la majeure partie de leur réunion de samedi, selon une source diplomatique européenne.

Quelques heures plus tôt, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, annonçait que l'évasion fiscale figurerait au menu du prochain sommet européen du 22 mai: "Il faut saisir l'élan politique actuel pour traiter ce problème crucial".

A la suite des révélations du Offshoreleaks sur des détenteurs de comptes dans des paradis fiscaux, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie ont écrit cette semaine à la Commission européenne pour réclamer une nouvelle législation sur le modèle du Fatca américain. La Pologne a rejoint l'initiative vendredi.

Le Facta permet d'obtenir toutes les informations sur tous les comptes bancaires, les placements et les revenus à l'étranger de tous les contribuables américains, va plus loin que les règles actuelles de l'UE.

Pour le ministre français des Finances, Pierre Moscovici, "il y a un vent qui souffle dans l'UE pour lever les opacités, les obstacles que peut receler le secret bancaire". Les six grands pays espèrent rallier à leur cause le reste des 27 pays de l'UE.

Le ministre allemand, Wolfgang Schäuble, s'est dit "très heureux de cette initiative commune" et a souhaité que cet échange d'informations "soit étendu à tous les types de revenus du capital". "C'est un projet ouvert, à la fois en termes de contenu et de pays", a ajouté le ministre espagnol Luis De Guindos, tandis que leur collègue italien Vittorio Grilli a dit espérer "créer une dynamique en Europe".

"Comme pour la taxe sur les transactions financières, comme pour tout ce qui doit être à 27, l'idée c'est de commencer avec un petit groupe, puis ça entraîne le mouvement", a résumé une source diplomatique européenne, d'autant que ce thème sera aussi abordé lors des prochaines réunions du G8 et du G20.

En Europe, un changement est déjà perceptible: sous pression de ses partenaires européens et surtout des Etats-Unis, le Luxembourg vient d'accepter de lever partiellement le secret bancaire en se ralliant à l'échange automatique de données bancaires pour les particuliers à partir de 2015, notamment sur les revenus de l'épargne.

Le ministre luxembourgeois, Luc Frieden, n'en a pas moins regretté l'initiative des six pays de l'UE. "Il aurait été préférable que les 27 discutent ensemble de ces questions", a-t-il dit vendredi à Dublin. "Je ne pense pas qu'il soit bon que certains, pour des raisons de politique intérieure, prétendent aller plus vite que les autres".

Reste le bastion autrichien: le chancelier social-démocrate Werner Fayman s'est dit prêt à négocier la levée du secret bancaire pour les résidents étrangers, mais sa ministre des Finances, la conservatrice Maria Fekter, assure que Vienne "tiendra bon sur son secret bancaire", en rappelant qu'il est inscrit dans la Constitution.

Quant à la solution qui consisterait à abandonner la règle de l'unanimité en Europe pour les questions fiscales, elle "nécessiterait un changement de traité", toujours délicat, a fait valoir M. Schäuble.

Mme Fekter a contre-attaqué en estimant qu'il fallait "assécher les vrais paradis fiscaux dans la sphère de l'UE". Elle a pointé du doigt le Royaume-Uni, qui "a de nombreux paradis fiscaux sous sa juridiction directe", en citant "les îles anglo-normandes, Gibraltar, les îles Caïmans, les îles Vierges" britanniques, qui sont selon elle "les vrais points chauds du blanchiment d'argent et de l'évasion fiscale".

Le ministre britannique, George Osborne, signataire de la lettre des Six, a reconnu que combattre l'évasion fiscale était "un défi", tout en estimant que les endroits permettant d'échapper à l'impôt "sont de plus en plus rares et de plus en plus petits". Il a souligné que son gouvernement négociait avec les territoires en question pour tenter de les convaincre de mettre fin à l'opacité bancaire.

Secret bancaire : pas de changement de stratégie selon le président suisse 2013-04-14 10:38:00



Le président de la Confédération helvétique, M. Ueli Maurer a estimé dimanche qu'il n'y avait "aucune raison de changer de stratégie", alors que le Luxembourg vient d'annoncer la fin de son secret bancaire à partir de 2015.

Dans une interview publiée par le journal Le Matin Dimanche, M. Maurer ajoute que la période actuelle est "un moment dangereux pour la Suisse", mais "contrairement au Luxembourg, la Suisse ne fait pas partie de l'UE" et elle répond aux critères de l'OCDE. Le secret bancaire est une "valeur comparable au secret médical", ajoute-t-il, et l'Etat doit absolument respecter la sphère privée", et il n'a pas à savoir "ce qu'il y a sur votre compte bancaire".

Ueli Maurer rappelle que la Suisse a déjà fait des concessions, notamment avec l'accord FATCA avec les USA, qui aboutit à la levée du secret bancaire pour les clients américains des banques suisses.

De plus, ajoute-t-il, "le secret bancaire n'a plus autant d'importance qu'il y a deux ou trois ans". "La force de la place financière tient aussi à la stabilité politique de la Suisse, à sa fiabilité et à sa crédibilité".

La pression intérieure en revanche pourrait pousser la Suisse à changer de position, selon M. Maurer.

Concernant les riches étrangers qui profitent du secret bancaire suisse pour ne pas payer des impôts, Ueli Maurer répond que "dans chaque système, il y a des possibilités de passer entre les mailles du filet. Il faut corriger ces failles, c'est tout".

Concernant le débat français sur la déclaration du patrimoine des hommes politiques, M. Maurer a répondu qu'il y était favorable, si elle était faite sur une base volontaire.

"J'ai six enfants, dont trois font encore des études, j'ai une maison hypothéquée, et une voiture, qui a neuf ans, ainsi que neuf vélos et de super skis de fond", a-t-il déclaré.